

**Introduction à la politique de reconstruction des nouvelles villes
dans l'Espagne du franquisme**

Carlos SAMBRICIO

Historien de l'architecture - Espagne

INTRODUCTION A LA POLITIQUE DE RECONSTRUCTION DES NOUVELLES VILLES DANS L'ESPAGNE DU FRANQUISME

« Dans les pages suivantes, nous allons parler de toutes sortes de phénomènes anciens et surprenants. L'escroquerie a été grande - et de quelle manière - mais il faut examiner non seulement les mains des voleurs mais encore ce qu'ils y cachent et, surtout, s'ils ont volé ce qu'ils ont, et si une fois, ce qui maintenant est sale, fut dans des mains plus soignées ». Ernest Bloch « **Apports à l'histoire des origines du Troisième Reich** ».

La situation économique difficile que trouva le triomphant « **Nouvel Etat** » à la fin de la guerre fit que, dès les premiers instants, l'on accepta sans discussion la contradiction que supposait l'usage simultané et indistinct des deux termes dichotomiques « **Reconstruction** » et « **Nouvel Ordre** ». On ne percevait pas l'étrangeté et l'ironie qui résultait de ce qu'un fait qui se définissait comme nouveau, confessait sa volonté de refaire ou de reconstruire un vieux modèle.

Beaucoup comprirent alors le terme reconstruction comme une activité logique après les désastres causés par la guerre en la définissant comme la nécessité de développer un processus matériel d'adéquation à une situation dans laquelle la ruine était le témoignage de la lutte. Mais si pour certains la reconstruction était une simple opération de restauration, pour d'autres l'idée ne se limita pas seulement à des termes architecturaux - de conservation des monuments ou de maintien des villes - mais aussi à la façon d'agir qui voulait cimenter les bases d'une structure économique nouvelle de telle manière que non seulement les relations de production se réorganisent mais aussi - et surtout - les moyens, définissant ainsi un nouvel ordre de richesse. Ceux qui prétendirent jeter les bases de l'image d'une nouvelle infrastructure économique, comprirent l'évidente impossibilité de définir une politique déjà axée sur l'exportation ou bien la création de richesse industrielle. Ceci obligea - comme le signale Bettelheim (1) - à fixer les règles pour pouvoir définir une politique d'austérité dirigée, fondamentalement, vers l'agriculture.

D'après les travaux publiés par Carlos Moya, il est clair que les auteurs du processus d'industrialisation ne sont pas les nouveaux groupes surgis de la Victoire Nationale, mais « *un minimum d'analyse historique du développement capitaliste en Espagne nous oblige immédiatement à corriger cette dernière affirmation. Il s'agit d'éviter toute interprétation possible qui puisse signifier le départ « d'un point zéro » initiateur d'un nouveau « développement industriel » et l'apparition des « nouvelles élites » contrôlant le processus. Ce qui est évident, c'est que les données économiques de la victoire de 1939 et de la reconstruction économique qui démarrent de là, résident sur une organisation militaire de toute une série d'organisations et de ressources qui, avec l'élite économique qui les détient, se sont constitués historiquement tout au long de ce processus spécifique du développement capitaliste de notre pays* » (2). Il ne s'agit donc pas d'essayer d'étudier l'architecture de ces années comme conséquence d'un processus que certains peuvent qualifier de nouveau, mais, au contraire, notre idée se centre plus à essayer de voir comment une vieille classe prétendra adapter des solutions concrètes - bien que parfois contradictoires, du point de vue formel - face à des problèmes de nature différente. A cause de ceci, en faisant coïncider des idées de propagande avec des notions déjà nouées pendant la République, le fait architectonique sera compris constamment comme le résultat d'une situation de définition et d'établissement dans l'infrastructure.

Les études de l'histoire de l'architecture ont trop souvent traité le thème de l'architecture de l'après-guerre sous des données de restauration, acceptant certains faits du Nouvel Etat comme contradictoires, mais en gardant la mise au point sous un aspect exclusivement architectonique. On a prétendu trouver des points communs entre telle ou telle œuvre et des exemples singuliers du mouvement moderne, arrivant parfois à des discussions pour savoir si tel plan maintenait une

(1) C. Bettelheim : « *l'économie allemande sous le nazisme* » Madrid 1972 page 22, tome 1.

(2) C. Moya : « *le pouvoir économique en Espagne 1939-1970* » Guadalajara 1975, pages 48-49.

dépendance avec les études d'espaces réalisées par un auteur mythique du rationalisme européen, quand on n'interprétait pas comment un détail de la façade énonçait une possible réponse « totale » à l'architecture officielle. Certains d'entre nous sommes tombés dans de telles mises au point. Mais l'étude de Ignasi Solà Morales sur l'architecture de l'habitation (1) ouvre des portes à une valorisation différente telle que celle qui essaie de comprendre le phénomène de l'architecture à partir des directrices que dessina la structure du pouvoir en son jour. Simultanément - et répondant à des intérêts distincts - ces idées se centrèrent à comprendre la « **Reconstruction** » comme une politique de propagande, dans un processus à travers lequel l'agriculture fut définie comme le moteur d'une économie industrielle. Cette définition vint de la volonté du pouvoir de résoudre la cité des classes et, enfin, du désir de concerver la ville comme un symbole, comme un véritable mausolée, en établissant toute une série de transformations et modifications formelles qui prétendirent en quelque sorte retoucher le vieux tracé rationaliste.

En partant alors de l'idée fondamentale de définir la nouvelle économie, le large éventail de l'élite du pouvoir fit sans doute des déclarations contradictoires sur la reconstruction, qui dépendaient en réalité plus de la personnalité publique qui les effectuait - et aussi de sa fonction dans l'appareil - que d'un manque de cohérence dans la planification. C'est pour ça, quand Paris Eguilaz, Secrétaire du Conseil National commente « ... quand la guerre de 1939 finit, deux problèmes se présentaient : le premier était de reconstruire ce qui avait été détruit et le second de surpasser les obstacles qui avant 1935 s'opposaient à l'industrialisation et au développement économique ; ces deux objectifs devaient être atteints dans les grandes difficultés que supposait la guerre mondiale (2), il signale implicitement comment le processus doit se baser plus sur la nécessité d'une rationalisation de l'économie que sur la tentative d'appliquer les points de Phalange (dont six étaient exclusivement dédiés à la terre et pas un à l'industrie (3), signalant ainsi la séparation existant entre les intérêts de la classe financière et les prétendus points de la Phalange. Démarrant alors d'une totale destruction physique des usines et des centres industriels, conséquence de la guerre, et d'une économie de réformes, conséquence d'une politique social-démocrate qui arriva à mettre en danger certaines propriétés de l'aristocratie financière, la fin de la guerre implique une analyse de la nouvelle économie et au début, nous accepterons l'idée que l'agriculture doit être le moteur et le soutien des nécessités de l'Etat. « L'investigation que nous commentons sur le rôle de l'agriculture dans le développement capitaliste espagnol essaie de différencier une « économie naturelle agraire » d'une « économie agraire de type industriel » à la façon de deux états très différents. Dans le premier cas, l'agriculture peut suffisamment remplacer les matières premières et l'énergie du travail humain et animal employés dans le processus productifs sans avoir à peine recours à des inputs externes. ... Pour cela, le passage d'une économie traditionnelle aux données d'une économie naturelle agraire, impliquera l'existence d'une importante structure de l'agriculture - ce qui suppose l'emploi d'ouvriers spécialisés et une organisation basée sur les relations de production - ... ce qui nous amène à une possible voie de transition prussienne de la féodalité au capitalisme ; la terre bénéficierait alors d'une relative abondance de main-d'œuvre - utilisant de plus un travail salarié si peu rémunéré que certaines améliorations des techniques de production seraient nécessaires de telle manière que la situation sera appropriée pour la génération d'une épargne appréciable où prédominerait la fonction agricole comme source de ressources financières pour le processus d'industrialisation ». (4)

(1) I. Solà Morales : « L'Architecture du Logement dans les années de l'autarcie » Revue « *Arquitectura* » n° 199 - Avril 1976, page 3-18.

(2) Paris Eguilaz : « Evolution politique et économique de l'Espagne contemporaine » Madrid 1969, page 125 - il est intéressant également de voir les textes du même auteur « Une politique pour l'Espagne » Madrid 1976. « Un nouvel ordre économique » Madrid 1941 - « Dix ans de politique en Espagne 1939-1949 » Madrid 1949. Les œuvres de Juan Beneyto Perez sont aussi intéressantes : « Le Nouvel Etat Espagnol » Madrid 1939 et pour l'influence qu'il peut avoir eu à l'époque P. Einzig : « Raisons économiques du fascisme » Madrid 1934 - Moya dans la bibliographie de l'œuvre déjà citée, donne une importante bibliographie.

(3) Clavera, Mones y Ros Hombrevilla : « Capitalisme espagnol : de l'autarcie à la stabilisation » Madrid 1973 tome 1 page 79-82.

(4) José Luis Garcia Delgado : « Au sujet de l'agriculture dans le développement capitaliste espagnol » - « La question agraire dans l'Espagne contemporaine » VI colloque de Pau, Madrid 1976 - voir également J. L. Leguina, J. M. Naredo et L. Tarrafeta : « L'Agriculture dans le processus d'accumulation 1940-1970 », Cahiers pour le dialogue n° extra XXXVIII déc. 1975 et « L'Agriculture espagnole dans le développement économique » Bulletin d'études économiques volume XXX n° 96 déc. 1975.

Sans entrer dans les détails de la situation des paysans juste avant la guerre civile, situation étudiée par Malefakis aussi bien que par Carrion, la liste (1) des propriétés rurales appartenant aux grands d'Espagne servirait à confirmer, d'une part, les thèses d'un capital financier lié à une aristocratie, moteur traditionnel du développement économique espagnol, et, en même temps, à comprendre comment le besoin de revaloriser la campagne va être une claire obsession du processus économique de ces moments-là, en s'appuyant sur une agriculture capable de remplacer une économie industrielle pendant un certain temps. Il est nécessaire en plus de tenir compte de l'apparition dans les centres urbains, d'un prolétariat industriel au chômage qui subit durant ces années une situation de faim (la faim de l'année 40) qui conditionnera le changement possible de l'économie industrielle ou agraire et marquera les directrices de la nouvelle alternative. A cause de cela, quand le processus de colonisation de la campagne se définit alors avec des références culturalistes à l'histoire économique du XVIII^e siècle, on cache volontairement toute une série d'idées qu'il serait nécessaire de développer : d'une part, et sous le modèle de l'Agro Pontino romain (2), les grandes villes apportent le besoin de situer aux alentours ou bien une ceinture industrielle qui produise de la richesse au sens traditionnel, ou bien - en accord avec la nouvelle économie - une ceinture des centres agricoles avec mission fondamentale de produire une richesse immédiate qu'absorberont les villes pour pouvoir continuer à développer leurs schémas d'alternatives idéologiques ; d'autre part, des idées de reconstruction de villages détruits se dessinent mais dans un sens exclusivement basé sur la propagande en essayant, comme nous le verrons, de détacher fondamentalement la « **théorie de la valeur de la ruine** » en mettant face à face ces réalisations avec les vestiges de la guerre. L'idée donc de la ville de l'autarcie en Espagne doit se comprendre plus comme la définition d'un centre agricole dépendant de la grande ville que comme le bloc industriel qui caractérisa la ville allemande, se suffisant à elle-même et liée différemment du fait que sa mission n'était pas de faciliter les biens de consommation à la grande ville mais de produire des biens industriels coordonnés par la politique exportatrice de l'Etat.

« ... Le processus de fascination et du fascisme correspond à une crise économique de la campagne... où d'une part l'influence de la crise économique de l'après-guerre dans l'ensemble de l'agriculture et d'autre part la forte prédominance du capital monopolistique dans ces formations sociales, affectent de manière claire les relations de production de la terre » (3). Comme le Nouvel Etat a défini la politique agricole comme le support du processus d'industrialisation du pays et a signalé en même temps la nette dépendance qui devait exister entre la campagne et la ville, il semble que le vieux cri des caciques d'Extremadure « ... qu'ils mangent de la république ! » (4) se maintienne.

Le Service National des Régions Dévastées est le premier des organismes qui se crée pour exposer la reconstruction du pays. « Le 25 mars 1938, le Service National des Régions Dévastées se crée par Décret ; on lui confie la direction et la surveillance de tous les projets généraux ou particuliers qui auraient pour objet de restaurer ou de reconstruire les biens de toutes sortes endommagés par la guerre » (5). « Monsieur Joaquin Benjumea Burin fut nommé chef dudit Service et après tout juste un an d'action (c'est dire combien sont louables ses services) est désigné par le Caudillo pour diriger les Ministères de l'Agriculture et du Travail, poste qu'il détient actuellement. Au fil des mois de cette année-là, le Service consacre à l'Etude et à la préparation des dispositions législatives ajustées aux inspirations et aux normes dictées par la Supériorité, ainsi qu'à la connaissance sur le terrain qui se libérait, des problèmes qui restaient exposés, en résolvant ceux qui étaient inajournables par leur

(1) P. Carrion : « La réforme agraire de la Deuxième République et la situation actuelle de l'agriculture espagnole » Barcelo 1975 page 21.

(2) R. Mariani : « Fascisme e Città Nuove » Milan 1976, il étudie en tous détails le phénomène de l'Agro Pontino romain. Il donne également une vaste bibliographie dans laquelle il manque - pour moi, incompréhensiblement - quelques articles intéressants tels les textes de Feder publiés dans l'« *Urbanistica* » et surtout pour connaître l'opinion officielle sur les nouvelles agglomérations, les articles de Calza-Bini « Il nuovo ordine urbanistico », dans « *Urbanistica* » 1942, fasc. V page 4, ainsi que ceux de Caronia « Criteri per la creazione di nuova città », « *Urbanistica* » 1943, fasc. II pages 17-21 l'article de Feder auquel nous faisons référence se trouve dans « *Urbanistica* » 1940 fasc. II page 86-94.

(3) N. Poulantzas : « Fascisme et dictature » Madrid 1974 page 325. Sur les Classes sociales sous le fascisme il est intéressant de voir, du même auteur « A propos de l'impact populaire du fascisme » dans « *Eléments pour une analyse du fascisme* » Paris 1976 Tome I pages 88-107.

(4) Carrion op. Cit Page 21.

(5) G. Gardenas : « La reconstruction nationale vue depuis la Direction Générale des Régions dévastées » dans II^o « *Assemblée Nationale des architectes* » Juin 1940 page 145. Madrid 1941.

caractère urgent. Au moins de Mars de la Victoire, le Caudillo décida, par une loi, la création de l'Institut de Crédit pour la Reconstruction Nationale, organisme chargé de financer la Reconstruction, à base exclusivement de ressources nationales, telles que la prestation personnelle et autres » (1). Dans ses premiers moments, le Service National des Régions se définit comme l'organisme chargé de jeter les bases de la Nouvelle Economie en planifiant la colonisation. Le rôle de son Premier Directeur, Joaquín Benjumea est primordial pour comprendre son sens. Maire de Séville, il est nommé en pleine guerre chef du Service National des Régions Dévastées et des Réparations. En mars 1939, il est nommé Directeur de l'Institut de Crédit pour la Reconstruction Nationale et, quelques mois plus tard, Ministre de l'Agriculture, passant, après la substitution de Larraz, au Ministère des Finances où il occupe le gouvernement de la Banque d'Espagne (2).

Malgré son départ du Service National des Régions, sa présence dans la politique de l'autarcie va être - comme nous le voyons à travers les postes de travail qu'il occupe - très importante. Cependant, le Service National expérimente, lors de son passage de Service National à Direction Nationale, un changement important. Parce que même s'il garde apparemment son nom et que tout consiste en une restructuration, le vrai rôle du Service National ne se jouera qu'à partir du moment où l'Institut National de Colonisation et la Direction Générale des Régions Dévastées se chargera - au moins dans les premiers temps - d'œuvres de restauration, d'adaptation après les dommages subis par la guerre, sans avoir une politique de colonisation parallèle à celle de l'Institut National de Colonisation pendant encore de nombreuses années.

Le Service de Restauration que Benjumea imagine n'a pas encore comme objectif la restauration des monuments mais prétend fixer les règles de la nouvelle économie. C'est pour cela que son départ et l'arrivée de Moreno Torres à la Direction Générale, suposera un changement radical et la conduite de cet organisme dépendant fondamentalement des règles fixées par la propagande et la politique. *« La première chose à reconstruire est l'idiosyncrasie. Il ne suffit pas de rendre des foyers et d'assainir les zones rurales de l'Espagne. Il est nécessaire que les coutumes changent. Nous n'avons pas idée de la façon dont ont vécu jusqu'à présent les gens de la campagne. Je suis allé récemment dans un village sans eau. Pour les tâches les plus élémentaires les habitants descendent deux fois par jour pour en rapporter d'un endroit lointain. Ils doivent emmener leurs seaux, leurs cruches. Le bétail doit être transporté aussi, plusieurs fois par jour.*

Cet exercice est devenu habituel, consubstantiel. De pères en fils, depuis des siècles entiers, on ne connaît, dans ce village d'autre moyen pour satisfaire un besoin aussi péremptoire et élémentaire que celui de l'eau. Un élevateur est en construction. Ils auront ainsi l'eau au village. Mais ceci requiert naturellement, une dépense, une utilisation du réseau électrique. Les habitants ne peuvent la payer. Ils préféreraient poursuivre leur pénible va et vient et léguer à leurs enfants cette habitude. Il faut l'éviter. Et ceci requiert un système de crédit peu coûteux, car ces gens-là ne vont pas payer ce qu'ils ne peuvent pas. Et la Direction Générale - l'Etat en fait - ne peut, à son tour, subvenir à tous ces genres d'améliorations, de dépenses qui deviendront permanentes. Notre mission est de reconstruire ce qui reste, ce qui s'instaure avec un caractère de perpétuité, ne nous concerne pas. Ceci vous donne une idée, en échantillon, de la série de problèmes qui se posent autour de la reconstruction. Je pourrais vous donner beaucoup d'exemples semblables à celui-ci » (3).

Entre un Service de Reconstruction où ce qui importe est la planification de l'économie et un organisme où il importe « ... que les coutumes changent », la différence est bien claire pour nous. L'unique activité qui nous reste de Moreno Torres sont ses conférences et ses visites au chantier où

(1) « Reconstruction » n° 1 page 2, avril 1940.

(2) C. Moya op. Cit. page 101.

(3) J. Moreno Torres : entrevue de Francisco Casares publiée dans « La Vanguardia española » de Barcelone le 26 juin 1940 sous le titre de « Signification Morale de la reconstruction en Espagne ».

il essaie de refléter systématiquement « la théorie de la valeur de la ruine » conçue par Albert Speer et reprise dans de nombreux discours par Franco (1).

L'exemple de Belchite, le fait que la nouvelle ville soit reconstruite à peu de distance de la vieille, en conservant les ruines comme exemple de la destruction « des rouges », signifie l'utilisation des matériaux ainsi que l'adoption de nouveaux critères constructifs qui favoriseront « ... la construction d'édifices qui, malgré leur condition de détérioration et après des centaines ou des ... milliers d'années maintiendront leur dignité égalant alors les modèles romains » (2). La valeur de la ruine se détache comme le témoignage d'un passé en face duquel la reconstruction a servi de concept pour définir le nouvel ordre. Ce qui se reconstruit et la dignité de ses matériaux permettent la fixation de règles à partir desquelles ce changement des nouvelles coutumes que nous signalions auparavant, prétend durer autant que le Troisième Royaume Biblique. Et quand Franco signale « ... Je vous jure que sur ces ruines de Belchite nous édifierons une ville belle et ample en hommage à son héroïsme sans égal », ce qu'il met en valeur est en réalité son propre « héroïsme », se rendant hommage à lui-même par la reconstruction d'une ville qu'il voit, ironiquement, comme un mausolée qui perpétue la figure du Nouveau Pouvoir.

Cependant, à l'intérieur même de la Direction Générale, ce qui est clair depuis le début c'est la disparité de critères existants. Peu à peu, l'activité de la DGRD cesse d'être la restauration des grands monuments et consiste à pallier l'action de la Colonisation, en essayant de tracer un ensemble de villages qui - d'une part - reflète en Espagne le grand succès du fascisme italien (appui au paysan) et en même temps rende possible le freinage dans les zones détruites, du problème du chômage, tout au moins en partie. C'est pour cela que peu à peu, on prétend utiliser la structure de ces villages pour éviter un exode vers la ville, vers un centre urbain qui ne peut absorber toute cette immigration. « Dès le premier instant, nous nous sommes rendus compte au Service des Régions Dévastées, qu'à cause des circonstances spéciales, logiques de ces deux années d'après-guerre, l'initiative privée ne pouvait pas arriver à la majorité des localités dont la reconstruction était notre plus grande préoccupation. C'était dans la plupart des cas de simples villages résignés abandonnés à eux-mêmes et même de toute technique et vers lesquels pouvait qu'accourir et éviter ainsi le déplacement des habitants vers les grandes villes dans un exode de campagne vers la ville, en tout point reprochable » (3). De toutes manières, la politique de reconstruction de la DGRD n'est à aucun moment équitable dans la répartition de son budget à l'intérieur de l'Etat. Au contraire, la DGRD prétend justifier le schéma de la division de l'ancien service en colonisation et en « propagande » : elle consacre d'importantes sommes à la reconstruction des localités ayant eu une véritable importance pendant la guerre et démontre son détachement du moins apparent des critères de Colonisation. Ainsi, on comprend que Brunete reçoive pour sa reconstruction une somme presque égale à celle de toute la zone de Bilbao (Guernica incluse), que Belchite se voie assigner un budget quatre fois plus important que Oviedo ou que Guadalajara dispose de la même somme que l'Escorial (4). Si ces chiffres ne se réfèrent qu'à la dotation des projets de la DGRD, par contre, les crédits accordés par l'Institut de Crédit pour la Reconstruction Nationale s'orientent différemment : il existe une nette et progressive évolution qui va de ceux autorisés pour la reconstruction agricole à ceux concédés pour la reconstruction industrielle ou urbaine dans les mêmes années. Si nous rappelons que Benjumea est encore en 1941 Directeur de l'Institut de Crédit et que son rôle va être fondamental pour le développement agricole, la différence des quantités concédées pour la reconstruction en agriculture de 1940-1941 par rapport à celles accordées pour la reconstruction urbaine, peut nous montrer les tentatives de définition de l'économie de l'autarcie.

(1) F. Franco « Discursos » 1939-1945 Madrid 1945.

(2) A. Speer : « Erinnerungen » Berlin 1970, page 69. Pris de E. Crispolti « Art e fascismo in Italia e in Germania » Milan 1974, page 102 note 40.

(3) J. Moreno Torres, « Un organisme du nouvel état » Conférence à l'Institut technique de la construction, Janvier 1941. Reproduite dans « Reconstruction » n° 12, mai 1941 page 4.

(4) Ibid page 6.

**CRÉDITS ACCORDÉS PAR LE CONSEIL DE DIRECTION DE L'INSTITUT DE CRÉDITS
POUR LA RECONSTRUCTION NATIONALE
DE L'ANNÉE 1940 A L'ANNÉE 1946 (INCLUSES) (1)**

Années	Urbains	Industriels	Agricoles	Corporations publiques
1940	58 845 037,15	5 765 629,54	25 381 460,46	41 369 953,73
1941	54 323 650,00	12 342 774,24	15 129 896,00	1 988 495,00
1942	65 884 828,35	15 655 766,32	10 011 487,45	-
1943	43 769 669,00	10 701 898,00	5 651 850,00	848 650,00
1944	82 028 793,00	5 235 695,19	5 063 776,00	-
1945	135 906 180,28	9 332 934 81	2 357 000,00	4 624 100,00
1946	119 646 032,84	12 292 994,81	5 531 300,00	511 546,00
	560 403 190,62	71 327 692,91	69 126 769,91	49 342 744,73

De toutes manières, il est important de mettre en valeur que des 215 146 896,02 pesetas que l'on dédie globalement à la reconstruction, 89 300 000 correspondent à la DGRD, de sorte que l'importance de la propagande dans ces premières années requiert son plus grand sens (2).

Cependant, et à partir d'un certain moment, une pluralité d'alternatives s'établit au sein de la DGRD choquant avec les critères rigides de Moreno Torres. Il existe, d'une part, l'idée de propagande de définir les nouvelles villes comme des symboles idéologiques, les voyant - de même qu'il était arrivé à l'Agro Pontino romain - comme des symboles d'une architecture de l'Empire. On prétend développer, dans la mesure du possible, tout un ensemble de villes-symboles, sans fonction industrielle définie clairement et où les crédits, qui jusqu'alors étaient dirigés vers l'agriculture, en se localisant sur une industrie naissante, font que le Service des Régions doit abandonner le rôle de propagande, collaborant ainsi avec la colonisation et faisant que les localités adoptées assument une structure industrielle agricole. C'est à partir de ce moment-là qu'on abandonne l'utilisation d'un langage formel dans la construction : les techniciens de la DGRD font face aux problèmes de typologie et de tracé des villes qui caractériseront un des plus importants exemples de l'architecture moderne en Espagne.

En nous fixant sur le problème du tracé des nouvelles villes et sur l'analyse typologique des habitations, ce qui est évident c'est la manière dont les modèles de conduite définis par Luis Lacasa

(1) - *Mémoire de la Gestion réalisée par l'Institut du Crédit pour la Reconstruction Nationale depuis le 1^{er} juillet 1939 au 31 décembre 1946* - Institut de crédit pour la Reconstruction Nationale. Madrid 1946.

(2) Le chiffre est en réalité de 10 000 000 plus qu'il ne fut assigné au Conseil de la Reconstruction de Madrid.

à Guadalmellato et Guadalquivir sous la République (1) vont être repris maintenant et même cités parfois comme exemples à imiter. On accepte étrangement les modèles rationalistes ; ceci est dû sans doute à l'influence des villes agricoles italiennes : on commence à se demander comment l'architecture rationnelle peut s'assumer du moment qu'elle ne suit pas la mode et qu'elle se pose, au contraire, comme une « *œuvre sociale* » dans la mesure où elle manifeste sa relation avec les masses, en établissant la condition d'existence d'une perméabilité et d'un changement qui ne peut provenir que de l'étude de l'habitation populaire. A partir de cette image, la DGRD concevra deux solutions : premièrement, là où l'intention de définir l'architecture en termes de propagande existe, la ville devient « *... un mausolée de l'état, une image chargée de signes où chapiteaux et métopes se transforment en d'inéquivoques messages cabalistiques* » deuxièmement, par contre, toute une série de tracés rompent - tel serait le cas de Titulcia, ville agricole dépendant de la zone de Aranjuez et œuvre de l'architecture Diaz-Guerra - avec les schémas de propagande, en maintenant une relation avec la véritable ligne rationaliste ébauchée pendant la République.

Le tracé de ces centres répond nettement à une évolution entre l'image traditionnelle du village agricole et la nouvelle proposition rationaliste. En les définissant comme des mini-villes, c'est-à-dire, en établissant un concept lié aux idées de Picentini « *... la ville doit s'intégrer toujours à la campagne et doit être un exemple d'urbanisme de type ouvert et longitudinal* (2). Les centres rationalistes projetés par la DRGD sont établis avec la valorisation, en premier lieu, d'un problème d'axes de direction qui conditionnera l'augmentation urbaine de la nouvelle ville et en même temps, l'établissement de l'idée du centre civique en termes de définition hiérarchique de l'espace, en posant dans le terme ville le thème de la nouvelle valorisation existante entre la typologie de l'habitation et l'architecture du pouvoir.

En commentant quelques-uns de ces tracés j'ai signalé les références formelles existant entre les études de S. Pedersen en 1924, les tracés de Rimpl pour la ville de Göring et les études de Brunete, Sesena, Les Blazquez... ; j'ai établi d'autre part une référence dans la façon d'agir du Comité de Réforme, Reconstruction et Assainissement de la République, quand il projetait les études de Pozuelo ou d'Aravaca (3). Car, tandis que dans le premier (les études de S. Pedersen) ce qui existe est la valorisation presque exclusive du centre en fonction de l'endroit référentiel et que les centres du CRRS de Besterio annulent presque le thème du centre civique en le transformant en espace ouvert entouré de typologies non sacrées mais d'habitations, les modèles de la DGRD sacralisent un espace en le sublimant et en établissant des différences non seulement dans les circulations mais aussi dans les usages que peuvent avoir les espaces hiérarchiques. Avec la situation dans le centre des édifices représentatifs (la maison de la Guardia Civil, le siège du Parti, la Mairie, l'Eglise, le cinéma) (4), on prétend reporter les idées de Bigador sur la ville au tracé des localités agricoles. En acceptant l'idée de Picentini sur la possible extension de la ville, il sera nécessaire - dans les critères urbains de la DGRD - de définir les centres publics comme s'il s'agissait d'îles dans la ville ; c'est alors que la critique de Tafuri à Sabaudia peut être appliquée aux centres des régions quand il signale comment « *... il existe déjà la contradiction que nous trouverons accentuée dans tout l'urbanisme... de l'après-guerre : la capacité pour créer des prémisses et des modèles opératifs plus ou moins valides à côté de l'incapacité pour traduire ces mêmes prémisses et modèles en configurations conséquentes* (5).

(1) J. Tames Alarcon « *Procesos Urbanístico total d'une municipalité dérivé de sa création ou transformation de ses sources de richesses* » dans « *Cronica de la LL1 Reunion de Tecnicos Urbanistas* » Madrid 1949, page 23. Il est intéressant de consulter du même auteur « *Procesos urbanísticos de notre colonisation intérieure* » RNA, novembre 1948, pages 413-414. Egalement Herreco, Alejandro « *Indépendance de circulations et tracés de localités* » dans RNA, septembre 1948 pages 348-357, et G. Valentin Gamazo « *La réorganisation générale vue depuis l'Institut Général de Colonisation* » dans « *11^e Asamblea Nacional de Arquitectos* » juin 1940, Madrid 1941 pages 29-48 traitent le sujet. Carrion, op. cit. pages 258-278 commente le rôle de l'I. N. C. à partir de l'expérience de la République.

(2) Monsieur Picentini : « *significo urbanistico di Sabaudia* » dans « *Arquitectura* » juin 1934, page 6.

(3) C. Sambricio ; « *Idéologie et réforme urbaine : Madrid 1920-1940* » dans l'« *Arquitectura* » n° 198, janvier 1976 pages 65-78 note 17.

(4) P. Bogador ; « *Plan de villes* » « *Asamblea Nacional de Arquitectos*, Services Techniques d'Architecture de FET et JONS, année de la Victoire. Madrid 1939, pages 57-72. Egalement dans « *Idées Générales sur le Plan National d'Ordonnance et reconstruction* » de 1939 sans auteur mais œuvre de Pedro Bigador, il apparaît ces critères sur la Capitalité, les centres civiques...

(5) M. Tafuri : « *Ludovico Quaroni e lo sviluppo dell'architettura moderna in Italia* » Milan 1964 pages 34-35.

L'idée que Franco a besoin de l'architecture comme exemple d'une activité industrielle que le pays était bien loin de posséder, nous oblige à poser une question d'importance telle celle de déterminer qui tient réellement la baguette en ce qui concerne la définition des tracés, en opposant si l'on veut Bigador à Cardenas (1). Bigador, véritable moteur de la conduite urbaine de la Direction Générale d'Architecture et de l'Union de la Reconstruction de Madrid, s'était allié comme l'ont déjà commenté Fernando Teran et Luis Azurmendi (2), à Secundino Zuzao sous la République et avait collaboré - mis à part l'anecdote de sa collaboration avec la C. N. T. (Confédération Nationale des Travailleurs) lors de la résistance de Madrid - avec Pedro Muguruza dès les premiers instants de la création de la Direction Générale d'Architecture. Pour Bigador, l'image de la ville doit se définir en partant d'un concept fondamentalement ganglionnaire où existe en tant que noyau l'idée d'un centre représentatif et, parallèle à lui - ou l'entourant -, une structure de quartier où vont se définir à nouveau les éléments hiérarchiques au niveau municipal (répétant l'idée de consécration du nouveau mode de vie que nous signalions) ; Bigador prétend ainsi déterminer la structure du village de la même manière qu'il l'a fait pour le quartier. Au contraire Cardenas fixe la façon d'agir de la DGRD presque exclusivement sur une valorisation des typologies des habitations, mais en se basant sur des critères (3) faussement proches des concepts de l'architecture populaire et, en maintenant alors, sur celle-ci, des opinions si pauvres et singulièrement que celles que soutenait Muguruza, pour qui habitation populaire signifiait habitation humble (4), et pour qui dans certains cas l'idée de rationalisation de l'habitation ou du tracé d'un village signifiaient seulement la création d'une scène de « zarzuela » ou d'opérette, où le pittoresque et « l'illusion » peuvent tout faire.

L'adoption des modèles rationnels italiens de tracés et, concrètement, l'étude de leurs centres civiques se produisaient non seulement à travers les contacts possibles que put réaliser Lopez Otero en Italie en 1933, lors du Congrès International d'Architectes, mais aussi à travers les textes publiés dans « *Urbanística* » et sur « *Architectura* » (5), revues qui défendent un critère d'urbanisme de la ville de colonisation qui n'a rien à voir avec les modèles qu'offre Städtebau. Il nous reste à étudier, comme point important pour la compréhension de l'urbanisme espagnol des années 40, la formation et la personnalité de Pedro Bigador, en essayant de la séparer des critères de Muguruza et les autres architectes médiocres de son époque. Mais la preuve que ses idées sur le Plan d'Aménagement National sont acceptées depuis le début est apportée quand n'importe quel plan réalisé à l'époque, (Oviédo, Tolède, Valence, Bilbao...) (6) adopte ses schémas, en rompant - la plupart des

(1) L'activité de Cardenas est grande, surtout tenant compte que dans presque tous les numéros de la revue « *Reconstruction* » il se dédie à divulguer les concepts de l'architecture populaire à base de toute une série de dessins à main levée, du genre de ceux de Muguruza.

(2) F. Teran : « *Notes pour l'histoire de la mise en travaux de Madrid* : de ces origines à la loi spéciale de 1946 » *Ciudad y Territorio* n° 2/3 1976, pages 9-26 L. Azurmendi : « *Théorie et Pratique urbaine dans Madrid ; première ceinture* » dans *Cercle* n° 16 pages 45-73 ; voir également E. Leira et d'autres, « *Madrid, quarante années de croissance urbaine* » dans « *Ciudad y Territorio* » n° 2/3 1976, pages 43-66.

(3) A un autre moment, en parlant de Luis Lacasa, nous commentions quels étaient la formation et le type d'études à partir desquels se développait le sujet de l'architecture populaire pendant la République. Il convient cependant de rappeler que dans le Congrès d'Architectes de 1926, le sujet principal était celui de l'Architecture populaire. Voir entre autres « *Annuaire de l'Association des Architectes de Catalogne* » 1925, pages 44-50.

(4) P. Muguruza « *Aspects économiques de l'amélioration du logement humble* » dans la revue « *Revista las Ciencias* », Madrid année IX, n° 4 pages 3-29. Il y a également son discours d'entrée à l'Académie de San Fernando qui traite sur « *Services du Pays Basque à l'architecture nationale* », Madrid 1942, et en dernier, « *Plan National d'amélioration du logement dans les villages de pêcheurs* » Direction Générale d'Architecture. Madrid, mai 1942, 3 tomes.

(5) Il est intéressant de donner un coup d'œil à la bibliographie que donne R. Mariani à ce sujet.

(6) « *Mairie de Bilbao. Mémoire* » Bilbao 1941 ; « *Les deux ans de Mairie Nationale : 1937-1939* » Bilbao 1939.

« *Exposition de la Municipalité à la représentation organique de la ville de Bilbao* », Bilbao 5 janvier 1940.

« *Plan général d'ordonnance de Bilbao* » RNA septembre 1945 ; Bilbao : « *Rev. Urbanística* » *Systématisation urbaine* 1940, fasc. ipp 45 : 1942, revue. « *Urbanística* » *Systématisation urbaine* Fasc. IV page 34 ; Antonio Gallego Burin : *La réforme de Granada : son orientation et son esprit* » IEAL, Madrid 1946, G. de la Torriente Rivas : « *la Reconstruction de Oviédo* » IEAL, Madrid, 1946 ; J. Paz Maroto « *Plan général d'urbanisation et d'assainissement de Burgos* » IEAL, Madrid 1946 ; R. Garcia Pablos « *Plan général d'Ordonnance de Tolède* » IEAL Madrid 1946 ; J. Machinbarrera « *Urbanisme appliqué San Sebastian, présent et futur* » *Rev. Obras Publicas* » RNA n° 4 et *Reconstruction* n° 6 nov. 1940, pages 30-40 ; le même plan de Salamanca accepte (cap. F ; Sec. n° 5) la division que Bigador fait pour la reconstruction nationale RNA N° 1 page 51.

fois de manière inconsciente - avec les critères de ville libérale que Cort défend encore (1). Ayant repris une tradition urbaine initiée d'abord par Fernandez Balbuena et développée plus tard par Zuazo, Lacasa, Sanchez Arcas... , Bigador développera en partie ses schémas, d'abord dans le plan d'aménagement de Guipuzcoa et ensuite dans son texte sur le Plan National d'Urbanisme qu'il publie en 1955 (2). Ce personnage représente une nouveauté dans la culture espagnole qui est due à une rupture avec la formation académique bien qu'il conserve un esprit conservateur. Ainsi, en rejetant les schémas que FEDER avait expliqués dans son texte « Arbeitstätte-Wohnstätte » (3) au sujet de l'habitation de l'autarcie, Bigador signale la nécessité de centrer, au début, l'attention sur le tracé de la nouvelle ville avant d'approfondir des schémas d'étude de la typologie de l'habitation, typologie qui d'autre part n'hésite pas à accepter les modèles rationalistes.

Mais tandis que Bigador peut être signalé par son influence directe en tant que responsable des tracés des centres de la DGRD, la question de l'habitation se définit au contraire depuis une perspective plus liée aux études des CIAM, et Fonseca et Gutierrez seront, au début, ceux qui essayeront de définir une autonomie de l'architecture face à la politique de propagande qui s'efforce de donner une apparente solution à la question de l'habitation, sans en avoir compris la problématique.

«... Ce matin - je préfère faire des citations récentes, car on démontre ainsi que nous n'étions pas préparés à ce moment et les arguments sont ainsi plus efficaces -, Cardenas a dit qu'il fallait démarrer du programme minimum d'une cuisine, salle à manger et trois chambres. Ceci, en tant qu'exemple, et non comme quelque chose d'absolu. La cuisine, la salle à manger et trois chambres, programme minimum ainsi que prévoit la Loi du 19 avril, sont les composantes de la demeure d'une famille de six personnes ; car les chambres doivent avoir deux lits, dont une chambre à coucher pour les parents, une autre pour les enfants garçons (qui peuvent dépasser l'unité) et une autre pour les filles. Malheureusement cette famille de six personnes (et je dis malheureusement car j'ai la même ambition impérialiste que vous, quarante millions d'espagnols) n'est pas la famille moyenne espagnole, loin de là. Nous, qui nous nous consacrons aux spécialités de l'urbanisme, sommes habitués à calculer les habitants en multipliant par cinq ou quatre et demi le nombre de voisins. Malheureusement, je le répète encore, l'indice de famille n'arrive pas à quatre individus même en Espagne, pays de si forte natalité.

Ainsi je veux souligner que si l'effort de l'Etat part de la base d'une famille de six individus et comme la moyenne réelle n'atteint même pas quatre personnes trente pour cent du budget de l'Etat investi dans les habitations sera tout à fait vain » (4). Pour Fonseca, ainsi que pour tous les architectes formés pendant la République, poser la question de l'habitation suppose tout d'abord une série de connaissances empiriques basées sur des espaces minimums... liées en quelque sorte aux Congrès de Bruxelles ou de Stuttgart du CIAM. Ainsi, amené à étudier le problème de l'habitation rurale, Fonseca prétendra avant de faire son projet compter avec le rapport d'un ingénieur agronome qui l'orientera sur la convenance de construire ou non sur la zone proposée. L'idée que lance alors Fonseca est nette : d'une part, l'Institut National de l'Habitat se prononcera sur la qualité de l'avant-projet, avec la possibilité de modifier cet avant-projet, si nécessaire. Mais il a prétendu créer,

(1) C. Cort « Division de l'Espagne en régions et localités naturelles » Assemblée Nationale d'architectes. Services Techniques d'Architecture de FET et des JONS. Année de la Victoire, Madrid 1939, page 38 ; C. Cort : « Morphologie des grandes villes » Discours prononcé à l'Académie de San Fernando, Madrid 1940 ; C. Cort : « L'Urbanisation de l'Art » Discours lu à l'Institut d'Espagne. Madrid 1966 ; C. Cort avait créé dans les années suivant l'après-guerre « La fédération de l'Urbanisme et du Logement » qui voulait avoir une activité parallèle au travail de propagande.

(2) Le plan d'ordonnance auquel nous nous référons, est celui que nous citons dans la note 28. Bigador publie de plus sur le sujet : « Conseil de Madrid » : Ordonnance générale de Madrid - Madrid 1942 ; « Orientation sur l'urbanisme » dans *Revista de Estudios de vida local* septembre-octobre 1942, n° 5 pages 6-12 « Situation générale de l'urbanisme en Espagne » *Revista de Derecho Urbanístico* juillet-août-septembre 1967, pages 23-70.

« Le développement urbanistique de Madrid » Institut des Etudes d'Administration locale. Madrid 1965, pages 21-104.

« Vers un plan national d'urbanisme. Sa nécessité, sa possibilité, sa signification » *Revista estudios de Administración local* - Année X n° 57 Madrid 1951.

« Objectifs du Plan National d'Urbanisme » dans *Acata cronica VI reunion de technicos urbanistas* Institut de l'Administration locale Madrid 1955, pages 15-42.

« Problemes de la reconstruction de Madrid » *Reconstruction* avril 1940.

(3) C. Sambricio « Pour une possible architecture phalangiste ». *Arquitectura*, n° 199, pages 77-88 ; G. Feder « Arbeitstätte-Wohnstätte » *Urbanistica*, 1940, Fasc. 2 pages 86-94.

José Fonseca : « L'amélioration du logement vue depuis le INV » dans *II Asamblea Nacional de Arquitectos* juin 1940 page 8 Madrid, 1941.

avant, des « **chaires ambulantes** » d'architecture - comme s'il s'agissait d'une nouvelle « baraque », mais cette fois-ci architectonique - qui donneraient à connaître des types concrets et définis d'habitation aux chefs de chantier dans chacune des régions (1) : il essaiera au contraire d'insuffler aux artisans le sens d'une architecture de données théoriques, diffusant seulement deux ou trois exemples pour éviter ainsi l'action romantique et pittoresque des architectes comme Cardenas. Des paragraphes comme celui que prononce Muguruza au sujet de la demeure des pêcheurs « ... car tandis que dans les demeures paysannes prédomine (sur leur pauvreté) une ambiance casanière dans l'accueil (proportionnée à l'importance de la base agricole sur laquelle se fixe leur existence), les maisons de mineurs manquent absolument de cette qualité, non seulement dans l'organisation et le mécanisme mais aussi dans son aspect et sa conservation ; elles présentent l'aspect brutal d'une « machine pour mal vivre », où l'on voit pleinement le sens matérialiste de Le Corbusier et de ses congénères, (voulant convertir le foyer en une machine à vivre) mais à un degré misérable, de matériaux pauvres, d'éléments embryonnaires, propices à l'usage, au dérèglement facile, sans la moindre existence de perfections mécaniques qui sont leur seule justification (2), pour les architectes qui défendent ces données rationalistes, montrent le signe évident d'une ignorance architectonique qui indique bien la façon dont ces architectes sont arrivés au pouvoir, c'est-à-dire uniquement par une victoire militaire.

Mais si les agissements des architectes de l'Institut National de l'Habitat sont à mettre en valeur par leurs études typologiques sur l'habitation rurale mais aussi par leur volonté de rationaliser la construction à partir de données économiques, il y a un autre architecte qui dès les premiers moments du rationalisme madrilène, a su fixer les bases : Luis Gutierrez Soto en détachant ce que doit être la question de l'habitation signale : « Partons d'un Plan National d'Urbanisation en classifiant l'Espagne en zones, région et contrées ; et prenant comme base cette classification, nous saurons exactement la tâche qui correspond à chaque ville, et à chaque village ; nous saurons ce qui doit être conservé, créé, agrandi, ou simplement détruit, car l'urbanisation ne se réfère pas seulement à la ville comme centre de gravité de la région ; elle se réfère à la campagne, aux villages, à ces pauvres villages espagnols, arides, poussiéreux, misérables et laids » (3).

« ... Et après avoir fait une recompilation pour obtenir une statistique détaillée de l'état de l'habitation en Espagne, nous saurons, en accord avec le plan d'urbanisation, quelles sont celles qu'il est nécessaire de détruire à cause de leur état de ruine, d'insalubrité, de mauvaise situation, en disposant des données primaires et indispensables pour résoudre le problème, pour arriver à la création des différentes sortes d'habitation dont l'Espagne a besoin, pour arriver enfin à la cellule type. Car l'habitation en soi, en tant que cellule et bien que sa pleine obtention soit intéressante pour nous, n'est pas la partie vitale de la question ; l'habitation ne peut se traiter comme un élément isolé qui grandit et se multiplie joyeusement et indéfiniment, mais comme partie intégrante d'un ensemble organique de la ville, que nous appellerons « Organe de l'Habitation » (4).

La fonction nette et déterminée de cet organe dans la ville est celle d'héberger un chiffre déterminé de personnes, entre 25 000 et 50 000, en complète relation avec organe de production ».

« ... Nous devons améliorer et baisser les prix de la construction. Améliorer et baisser les prix ? Voilà une des plus importantes missions de l'architecte d'habitation. L'industrie et la technique moderne, l'expérience de tout ce qui a été écrit sur le logement en dehors de l'Espagne, nous fournit un ample domaine d'études et d'investigations. Ne considérons pas les choses comme immuables,

(1) Fonseca avait participé, en 1935, à un concours sur le logement rural qui ne fut pas publié. A partir de cette idée, surgit la pré-tension que nous indiquons.

(2) P. Muguruza : « Plan National d'Amélioration du logement dans les villages de pêcheurs ». Dirección General de Arquitectura. Madrid, mai 1942. Ces opinions de Muguruza survivent dans les idées de Arrese, qui dans son discours d'entrée à l'académie de San Fernando insiste 25 ans plus tard sur les exposés de Muguruza, avec le sujet « l'architecture du foyer et l'ordonnance urbaine comme reflets de la vie familiale et sociale de chaque époque » Madrid 1967.

(3) Luis Gutierrez Soto. « Rendre la vie digne : logement, distraction et sports ». Asamblea Nacional de Arquitectos. Services Techniques d'Architecture de FET et des JONS. Année de la Victoire, Madrid 1939, page 43.

(4) Ibid, page 44.

nous allons travailler, étudier pour organiser scrupuleusement la fabrication, la standardisation ; c'est la seule voie pour baisser les prix. Nous, les architectes, serons responsables qu'il n'en soit pas ainsi, car la diminution de la superficie de la maison ne répond pas seulement à la fin économique, mais aussi à l'intention de faire participer les classes modestes aux conquêtes de l'industrie et la civilisation, en leur facilitant la lutte pour l'existence. Ceci ne représente pas la pauvreté matérielle, mais la suppression de toute chose superflue, la simplification des formes, l'efficacité du fonctionnement, le rendement maximum au coût minimum.

On dispose d'un ample matériel d'étude et d'expérience dont, au commencement de la reconstruction, nous devons tenir compte. Faisons une architecture vivante et adaptée à notre sol, à notre esprit, à notre climat, mais travaillons pour créer ; ne prétendons pas, de façon très espagnole, déprécier toutes les tendances de fonctionnalisme, de techniques modernes ou traditionnelles ; reprenons toutes les idées fécondes et arrivons ainsi à un point de vue élevé. Nous ne devons pas employer le terme « tradition » comme un passe-partout par paresse et par peur de l'inconnu. La tradition est esprit et non matière ; la vieille maison ne correspond plus aux exigences actuelles ; on dispose d'une technique et de moyens tout à fait différents. Utilisons ceux-ci sans oublier la technique » (1).

De toutes manières, les différentes études et projets réalisés dans ces années-là sur les nouveaux tracés, les interventions dans les villes et les exemples de nouveaux quartiers, vont avoir, peut-être comme conséquence de leur idée de propagande une diffusion non seulement en Espagne mais aussi à l'étranger ; « *L'Urbanistique* » dédiera plusieurs articles à l'étude de ces tracés. Mais où l'on peut voir plus clairement la relation existante - la dépendance, dans un certain sens - entre la nouvelle architecture de la DGRD et les schémas de la République, c'est dans le projet réalisé pour la reconstruction de Eibar quand le nouveau tracé se définit à partir d'une valorisation de blocs ouverts en hauteur, où il est nécessaire de mettre des grandes cours intérieures, et où l'on prétend, dans une certaine mesure, marquer le caractère linéaire de l'agglomération en établissant ainsi un modèle de cohabitation qui rappelle l'exemple de Eduardo Aman à Solocoeche au long des années de la République (2). En précisant les différences existant ainsi entre l'idée traditionnelle de centre civique et le projet (en définissant l'idée) « ... Les édifices représentatifs se maintiennent... en complétant les portiques... de manière traditionnelle mais en y ajoutant un escalier monumental... face à la mairie... sur l'esplanade s'érigera le Monument aux Morts... tout autour duquel se dessinent des jardins et des perrons qui mettent en valeur son architecture » (3) et le reste de la ville, le tracé de Eibar choque, à cause des critères industriels avec lesquels il est réalisé, face à l'étude de Guernica, qui fut posé pendant la guerre quand ce qui était important était le développement d'un pittoresque qui fasse oublier dans une certaine mesure, sa destruction due à « ... ceux qui, avec une méconnaissance absolue des faits, faussèrent l'histoire de l'Espagne, les ennemis de Dieu et de la Patrie, en incendiant comme les lâches la ville qu'ils n'ont pas su défendre en tant qu'hommes » (4).

Si la politique développée par la DGRD présente, au début, un premier point d'inflexion avec l'abandon, comme nous l'avons déjà commenté, de l'essai d'une reconstruction économique pour se transformer en une arme propagandiste du nouveau régime, l'esprit de Benjumea passera au tout nouvel Institut National de Colonisation dont la principale mission depuis le début est celle de, « ... une fois que le Ministère des Travaux Publics aura résolu le problème hydraulique d'une zone arrosable, déclarée d'intérêt national et construit ses principaux travaux de canaux, rigoles primaires, canaux de vidange, égoûts d'écoulements, grandes digues de défense et voies de communication

(1) Ibid, page 46.

(2) Sur la reconstruction de Eibar voir « *Reconstrucción* » n° 6, pages 20-27 et également *RNA* n° 1. Les références qui sont faites pendant ces années sur le projet de Solocoeche nous étonnent, car il fut réalisé selon les directrices de l'architecture rationaliste de la République. Voir C. Sambricio : « *Introduction à l'Etude de Luis Lacasa* » Madrid, 1976.

(3) « *Reconstruction de Guernica* » *Reconstrucción* n° 1 page 25.

(4) « *Reconstruction de Guernica* » *Reconstrucción* n° 1 page 25.

générale », formuler les projets généraux de colonisation ainsi que les projets particuliers de chantier (1).

La discussion qui surgira sur la définition des parcelles (si les maisons des colons doivent être isolées ou groupées en villages ou centres ruraux) arrive à l'architecture et pendant un certain temps, la discussion se centre sur l'étude des exemples italiens, en commentant le cas de l'Agro Pontino, du latifundium sicilien ou du logement groupé des terrains d'irrigation de Sardaigne. Il semble que les textes de certains italiens puissent fixer les règles de ce que doit être le nouveau centre, en particulier ceux de Amos Edallo. Et, par conséquent, l'Institut National de Colonisation «... en se basant sur les raisonnements exposés, bien que rarement, comme à la propriété de « Las Tosses » (Séville) et à cette de « Encinajero de Los Frailes Jeronimos » (Cordoue), a adopté, parce que les circonstances faisaient qu'on se trouvait dans les environs des villages existants, le premier système de logements isolés dans les parcelles, construisant aussi dans les centres des propriétés un ensemble d'édifices à caractère social à son service ; l'Institut emploie, en général, le système de groupement de logements formant des villages et des centres ruraux ou des hameaux.

Le centre rural ou hameau commence entre 25 et 35 logements de colons, avec leurs dépendances agricoles et en tant que bâtiments officiels, une école mixte pouvant se transformer en chapelle, le logement du maître d'école et un petit édifice administratif. Le centre possède donc une population initiale de 150 à 200 habitants et l'on y satisfait les besoins les plus élémentaires d'ordre spirituel ou d'enseignement.

Le village se compose de 80 à 150 maisons ; on y construit en tant que services l'église et le logement du curé, la mairie, les écoles unitaires, un local d'expansion, un cinéma, une auberge, un café, des logements pour le médecin, le maire et le secrétaire de mairie, et 10 pour 100 de logements pour les artisans et commerçants : forgeron, charpentier, électricien, épicier, boulanger, marchand de tabac, boucher, poissonnier et coiffeur.

La structuration du village doit toujours obéir au principe de l'adaptation maximum au terrain : on situe les bâtiments officiels et les commerces en les groupant sur la place, en relation avec le reste des constructions, pour qu'ils accomplissent ainsi leur rôle en facilitant l'accès aux lieux de travail ; on essaiera d'obtenir dans le tracé une disposition logique des terrains et des rues, en tenant compte que la superficie des premiers doit être au minimum de 350 mètres carrés, où peuvent se situer aisément le logement, les dépendances agricoles et la basse-cour. Dans certaines régions l'on doit introduire la cour comme élément indispensable, indépendamment de la basse-cour, la disposition du logement en forme de L est une solution qui nous paraît pertinente, la cour reste ainsi limitée par les deux façades intérieures, un des murs des dépendances agricoles et le mur de séparation de la maison contigüe. Il convient que les terrains soient étroits et longs de manière à épargner les façades et l'urbanisation, mais avec un minimum de 10 mètres de largeur permettant alors la disposition des dépendances agricoles en ligne tout au long de la basse-cour. Il est intéressant d'étudier aussi bien en matière d'habitation que de dépendances agricoles, des types permettant l'agrandissement au fur et à mesure que les nécessités augmentent et que les possibilités des colons le permettent, en prévoyant la totalité du projet pour éviter ensuite le manque d'espace.

En général, l'Institut de Colonisation en matière de dépendances agricoles, ne construit que les écuries, les étables et le grenier : le colon construit lui-même le reste des dépendances avec comme base les plans qui lui ont été remis, plans régis par la Loi de Colonisations d'Intérêts local, grâce à laquelle l'Institut concède au colon un crédit sans intérêts pour un montant de 40 pour cent de la valeur de la construction du reste des dépendances.

Les rues devront se différencier selon leur rôle ; il est utile d'avoir des dispositions de rues étudiées pour les charrettes, qui donnent l'accès à la basse-cour, indépendamment de la zone de logement, et d'adopter dans certains cas les rues exclusivement piétonnières, si typiques et pratiques dans bon nombre de nos villes.

(1) Carrion. Op. cit. page 277 ; J. Tamés : « Processus urbanistique total » page 25.

Dans tout projet nous estimons devoir étudier de nombreux types de logements adaptés aux besoins des colons avec leurs variations nécessaires, ainsi que les profils longitudinaux de toutes les rues où l'on puisse apprécier la composition de tracé des ensembles, évitant ainsi les « villages sur-prises » qui apparaissent fréquemment en réalisant des plans conçus à la légère.

Un examen minutieux de l'architecture populaire de la région est nécessaire, pour assimiler et interpréter ce qu'elle contient de positif, aussi bien d'ordre constructif qu'esthétique. Nous valoriserons les élargissements et les places contenant des détails architectoniques comme les fontaines, les abreuvoirs, les bancs, carrefours, etc. . . , nous introduisons la végétation en tant que partie utile et esthétique de premier ordre, soit dans des rues plantées d'arbres, ou bien dans des groupes isolés, ou, tout simplement, sur un mur blanchi à la chaux. Planter dans quelques rues des plates-bandes de fleurs qui animent et donnent une note de couleur aux ensembles, est une action qui cause un grand effet, et l'Institut en a projeté dans de nombreux villages » (1).

Mais si jusqu'à maintenant le problème auquel se heurtait le DGRD était de définir un centre civique, en établissant une valorisation typologique entre les différents éléments qui la composaient, la question que pose l'Institut de Colonisation diffère radicalement des schémas de propagande en voulant d'abord construire le centre hiérarchique : il voulait établir la possibilité de donner à la place, initialement, la capacité finale mais en ne construisant, dans une première phase, que les édifices indispensables et laissant le reste comme jardin, zone qui disparaîtrait, comme le signale Tames, au fur et à mesure de l'apparition de besoin d'agrandissement ; on suivrait ainsi l'alternative ébauchée par les allemands dans la construction de leurs villages agricoles dans les territoires de l'Est de l'Europe. Nous voyons ainsi, que les critères de colonisation sont juste à l'opposé de ceux qu'utilise le DGRD dans ses premiers moments, où se détache en plus la collaboration qui se réalise entre le INV à travers Fonseca et tout un groupe d'ingénieurs agronomes et qui va déterminer, dans chaque cas, la nécessité et le meilleur profit du projet.

C'est peut-être à l'Institut de Colonisation que les études d'habitation, commencée dans les années vingt en Espagne, ont leur meilleure expression. Ils abandonnent déjà les critères qui servirent à définir le Congrès d'Architectes de 1926 qui avait comme sujet l'architecture populaire ; en réalité les réalisations centrent plus sur les essais de logements minimum, d'études de fonctions, d'analyses constructives et de profit des matériaux locaux.

En tant qu'instrument pour la réforme économique et sociale de la terre, le nombre de villages et de groupements construits sur des champs de culture sèche ou sur des terrains d'irrigation fut de 294 et avec leur réalisation l'on prétendit développer « . . . tout d'abord, un intérêt politique et général pour les architectes dont la mission est de parvenir au renforcement agricole en Espagne qui permette l'amélioration du niveau de vie de l'agriculteur et rende possible l'accroissement industriel dont il a besoin pour sa défense et le développement de sa mission impériale » (2).

Jusqu'à maintenant, ce sont deux mises en œuvre que le Nouveau Régime réalise en manipulant la question architectonique : d'une part il joue avec l'architecture en tant qu'élément de propagande et, d'autre part, il conditionne son étude du logement minimum rural à tout un processus de changement qu'il réalise pour développer une économie principalement agricole. Mais, curieusement, le travail de propagande du Régime ne va pas se centrer sur les projets ou sur les résultats obtenus sur le logement agricole, il prétend, au contraire développer ceux-ci au sein d'un prolétariat industriel qui menace dans un certain sens de graviter sur la ville. « Nous voulons parvenir, pour le travail à réaliser l'assainissement des zones périphériques de Madrid. . . pour que les habitants de ces zones-là soient satisfaits, aussi modeste que soit leur vie, et ne ressentent pas le besoin d'organiser des marches sur Madrid.

(1) J. Tames. Ibid page 22.

(2) G. Cárdenas Opt. cit. page 30.

Si nous comprenons la théorie de l'œuvre phalangiste, nous sommes persuadés que son rôle est nul, comme le démontre Arresse dans n'importe lequel de ses textes, notamment dans le discours qu'il prononça à Malaga (1). Mais un autre aspect de l'opinion de la Phalange à ce sujet sont les Services Techniques d'Architecture de la FET et des JONS, où servirent après la guerre, et presque obligatoirement, - du moins sans de gros engagements - les architectes qui formaient la Direction Générale d'Architecture. Configurés, les Services Techniques de la FET et des JONS pour l'architecture dans les premières années de la guerre à Burgos, sont chargés de réaliser deux projets différents qui prétendent définir une politique du logement « ... avant d'avoir reçu l'honorable mandat de remplir les fonctions de la Direction Générale d'Architecture, une préoccupation fondamentale fut pour moi le problème de l'amélioration de l'habitation humble ; déjà à l'automne 1936, les ondes de la Radio Nationale lançaient sur la zone rouge tel un claquement de fouet la consigne « **pas un seul espagnol sans foyer ni foyer sans feu** » et il était clair que la personne qui recevait cet impératif vibrant se dépêchait de suivre la direction limpide aussitôt que possible » (2). La question de la reconstruction de Guernica et le « *Plan National d'Amélioration du logement dans les villages de pêcheurs* » (3) fixent les bases de ce qui commence dès lors à être le travail des Services Techniques de la FET et des JONS. Comptant avec peu d'architectes (Victor d'Ors, Valentin Gamazo et quelques autres) l'article paru dans le F. E. « Confessions d'un architecte » n'apporte, en réalité, aucune donnée valide qui puisse établir une richesse culturelle comme celle qui existe à travers les polémiques qui se produisent en Italie entre le MIAR et le Groupe « 7 ». La nomination de Pedro Muguruza au poste de Directeur Général portait en elle sa désignation à la tête des Services Techniques d'Architecture de la FET et des JONS - poste auquel sans aucun doute aspirait Victor d'Ors -. Et seulement un département, celui de « **plastiques** » (4), chargé de la scénonographie monumentale de défilés et d'actes publics, développe dans un certain sens une image formelle, parallèle à celle de certains architectes italiens : il organise des décorations qui renferment un style propre qu'il faudrait étudier. Mais peu à peu l'action de la FET et des JONS se situe au sein de celle de la Direction Générale d'Architecture (DGA) et si l'on excepte le pittoresque projet de Salamanque, aussi bien le Plan de Oviedo, œuvre de Valentin Gamazac, que les différents projets qui se réalisent dans les faubourgs madrilènes, répondent en réalité à un développement des idées de Bigador sur la ville, c'est-à-dire, aux idées de la DGA. Le moment arrivé, Bigador est protagoniste d'un affrontement avec le secrétaire général du Mouvement, Munoz Grandes : ainsi se répétait le schéma qui était déjà apparu en Allemagne et en Italie au sujet de la rupture existant entre le Parti et la Bureaucratie, quand ceux qui sont arrivés à l'administration grâce au Parti arrivent à être fidèles à la Bureaucratie plutôt qu'au Parti, changeant ainsi leur rôle, en reposant la question du phénomène bureaucratique et en répétant ce que raconte Tannenbaum dans son étude sur la société et la culture en Italie, lors du fascisme.

Le manque évident d'une idéologie dans la phalange détermina l'inexistence d'une alternative de logement ou de ville aux schémas que posait, au même moment, l'aristocratie financière, comme nous le commentions au début. Parce que, tandis que celle-ci comprit, dès le premier moment, ce que pouvait signifier une intervention sur seulement la façade de la ville, et qu'elle dicta des normes et des décrets sur la manière de favoriser les propriétaires des habitations détruites, la phalange servit en fait les mêmes intérêts sur la ville en prévoyant toute une série de petits centres autosuffisants et en projetant un ensemble de villages constitués par des logements unifamiliaux avec jardin potager de manière à ce qu'ils servent de main-d'œuvre à la capitale sans qu'il existât en fait une relation avec celle-ci. « ... Une des agglomérations étudiées par la Direction Générale d'Architecture, pour résoudre le problème du logement humble aux alentours de la capitale est celle qui fut construite dans le quartier de El Terol et El Tercio. Dans ce type d'agglomération il s'agit de créer

(1) J. Paz Matoto, « *Les travaux sanitaires dans le futur Madrid* » Conférence prononcée dans le IEAL, « *Le futur Madrid* » page 75, Madrid 1945 ; J. L. Arresse, « *L'œuvre phalangiste du logement* » Discours prononcé à Malaga pour l'inauguration du premier groupe de logements type HLM le 5 mai 1940.

(2) Pedro Muguruza, « *Villages de pêcheurs...* » page 5.

(3) Ibid. page 6.

(4) Le département de « *plastiques* » fut chargé de réaliser, en premier lieu, la décoration de l'Exposition de la Reconstruction qui fut célébrée à Madrid en 1940, sous la direction de celui qui était alors étudiant d'architecture Sanchez Collado, et où participèrent dans l'équipe Cabrero, Aburto, ... ses réalisations étant un des exemples les plus intéressants de compositions plastiques de cette époque. Récemment, dans l'autobiographie de A. Cirici curieusement intitulée « *L'esthétique du franquisme* » (Barcelone, 1977) on fait références à certains des décors. Malheureusement où la mémoire a trahi son auteur, ou bien il n'a jamais su mettre en valeur un des rares essais pour définir un art d'état qu'il y eut en Espagne dans les années 40.

un centre d'habitations qui unisse les constructions déjà existantes... et les quartiers appelés Las Pavas et El Tercio ou bien la Légion.

Six cent quarante logements unifamiliaux composent le groupe projeté ; ils adoptent généralement le groupement en file car le type isolé est cher et ne convient que dans des situations économiquement aisés.

On a étudié plusieurs sortes d'habitations de deux étages, veillant aux orientations et besoins, les uns se répètent avec un caractère général et les autres, types spéciaux conviennent pour faire ressortir les effets esthétiques. Il existe aussi un petit centre de logements unifamiliaux à trois étages, dont le rez-de-chaussée est destiné au commerce.

Etant donné l'étude rationnelle du parcellement, tous les logements disposent d'un espace destiné au jardin potager, au développement des activités semi-rurales, telles que les soins aux animaux domestiques et la culture de légumes. Comme transition entre le jardin potager et la maison, on dispose une petite cour : avec la disposition de tous ces éléments secondaires, cours, jardins, potagers et murs, on prétend la mise en valeur de l'habitation (1). On développe un projet identique à El Ferol, à Palomeras (agglomération composée de quinze mille personnes) et à Usera ; on veut établir ainsi une critique aux données des « Maisons bon marché », question projetée sous Primo de Rivera et détachant le besoin d'autonomie des villages et la façon dont ceux-ci doivent se situer dans la deuxième zone de Madrid, définie par Bigador (2).

Considérant que la ville ne peut être un terrain ouvert à toutes sortes d'activités libres, Bigador s'intéressera plus à déterminer la politique de la ville qu'à figurer des solutions ou des aspects concrets. Juger son travail à partir de l'utilisation formelle de certains éléments sur la façade du Mananares, certains de ces projets sur le Paseo De Rosales, signifierait ne pas comprendre la différence qu'il établit entre la façade et la silhouette, étant donné que l'idée de silhouette ne signifie pas autant la détermination d'un langage architectonique de la façade que le sens de centre fermé, défini à son tour, non plus par ce qui est à l'extérieur, mais par ce qui est à l'intérieur. Il s'établit de ce fait un ordre parfaitement hiérarchique dans les divers éléments qui constituent la ville, et l'on fait répondre ces derniers aux groupes d'organisations familiales, syndicales et politiques ; pour lui c'est cette dernière, la hiérarchie maximum, qui définit leurs fonctions spécifiques. Il critique les caractéristiques de ce qu'il appelle « **le processus libéral du développement de la ville** » et concrétise trois points fondamentaux qui sont la désorganisation des fonctions urbaines, les procédés barbares pour donner une solution aux problèmes et l'absence d'une finalité dans les villes. Ainsi face aux analyses de la désorganisation, en exposant comment les villes se développent sans organisation à partir d'un simple système linéaire et face à une politique capitaliste qui adopte plutôt que des solutions de circulation, des solutions idéales comme celles de la « gran via », la proposition de Bigador sur la ville se base en premier lieu sur une ville obéissant à des fins concrètes qui « ... hiérarchiquement peut se résumer ainsi :

Un ensemble de finalités politiques, directement acheminées vers la mission espagnole dans le monde, vers son organisation intérieure.

Un ensemble de fins économiques, qui doivent répondre au plan national de rendement, des possibilités naturelles de notre pays.

(1) *Revista Nacional de Arquitectura*, n° 14 page 58.

(2) *Revista Nacional de Arquitectura*, n° 10 page 20. Pour l'étude des différentes zones de logements de Madrid il est nécessaire de consulter essentiellement la presse de tous les jours. Sur le logement social voir : José Fonseca, « *L'investigation dans le domaine de la demeure sociale* », CSIC. Patronato « **Juan de la Cierva** » Madrid, 1958 ; « *La demeure dans l'économie espagnole* » Conférence inauguración année académica 1955-1956. Institut social Léon XIII, Madrid 1956 ; F. Mayo Gayarre, « *Logements type HLM, Directrices du régime de protection à la demeure* » Instituto Nacional de la Vivienda, Madrid, 1947 ; « *Construis ta maison* » Oeuvre syndicale du foyer et de l'architecture, Madrid, 1945 ; « **Arriba** » 12 nov. 1941. « *L'Etat et la maison espagnole. Décret 16 oct. 1941 sur le logement type HLM* » ; « **Arriba** » 15 novembre 1941. « *L'Etat et le problème du logement. Commentaires INV* » ; M. Valenzuela, « *Initiative officielle et accroissement urbain à Madrid, 1939-1973* » « *Estudios geográficos* » n° 137 pages 593-656, « *La collaboration de la Mairie de Madrid dans la solution du problème du logement* » *Gaceta de la Construcción*, 1^{er} décembre 1949, page 1 ; « *Edification et logement. Logements mis en service et leur classification par groupes de location mensuelle en pesetas* » *Boletín de Estadísticas*, août 1949, page 63 ; « *Edification et logements - Résumé général* ». « *Boletín de Estadística* Août 1949, page 1.

Un ensemble de fins sociales qui doivent tendre vers la dignité et l'augmentation de l'espérance de vie vers la sainteté de la famille et la saine joie du peuple (1).

La proposition de Bigador sur la ville est très importante par deux aspects : d'une part, elle s'oriente vers les centres de population déjà existant, en exposant quelle doit être sa transformation ; d'autre part elle comprend que si l'action de la DGRD ou de INC se base sur l'essai de création de richesses, l'intervention dans la ville doit avoir comme but la création de l'idéologie. C'est pour cela que Bigador n'est absolument pas intéressé par l'ancien schéma des réformes intérieures de la ville, par la politique de nouvelles voies de communication ou par l'établissement de quartiers à partir de hiérarchie de classes parce que par-dessus toute hiérarchie de classe, il croit que la présence minime du Nouvel Etat doit se situer. La transformation de la ville que Bigador propose, a pour mission de définir une ville ganglionnaire où la présence de la hiérarchie politique soit identique et constante dans n'importe lequel de ses points. Le sens alors de la reconstruction pour Bigador continue à s'ajuster aux règles de création de richesse, ce qui signifie la création des bases du nouvel état. Et la richesse à laquelle Bigador s'efforce de parvenir est celle de l'expression de la propre richesse. De la Capitale du Capital, il est passé à la Capitale de l'Empire et conscient du nouveau sens de la phrase, il préfère que ce soit les personnes qui l'entourent qui définissent ce que cela signifie comme c'est le cas pour Pérez Minguez ou Blein. Bigador compte avec des acolytes et son problème est qu'il n'est pas même compris. C'est pour cela qu'il ne participe en rien au sujet de la nouvelle ville ou de son tracé. En pouvant divulguer les schémas italiens de Piacentini, il se lamente sur l'inexistence d'un plan à échelle nationale que seuls la FET et les JONS auraient pu établir et que lui essaiera de développer - à échelle régionale - à Guipúzcoa. Ainsi, quand la configuration de Grand Bilbao ou du grand Valence se pose, les schémas de Bigador contredisent les idées économiques de Fonséca selon lequel : il ne faut reconstruire que ce qui est économiquement rentable. Le maintien de la grande ville est le symbole de la Victoire et ceci suppose que la ville est une production idéologique « ... Dans la ville, les membres dépositaires des organismes les plus hauts, les plus délicats, les plus vitaux doivent arriver aux postes de prééminence, c'est-à-dire, les religieux, ceux qui occupent des postes de direction nationale, les hauts dignitaires de la culture, de la justice, et de la défense et, successivement, tous les autres dans leur poste correspondant. ainsi ressortiront 3 centres fondamentaux :

- 1 - Le représentatif, tête urbaine, siège de la direction, de l'intelligence.
- 2 - Le central, corps qui renferme les services proprement urbains, tels que le commerce, les distractions, les organismes les plus typiques de la résidence.
- 3 - Les extrêmes ou satellites, membres élastiques, siège de l'industrie et de toutes les fonctions qui requièrent une indépendance pour des raisons de volume, d'ennuis, de services spéciaux, etc. ...

« Nous avons ainsi une idée de ce que nous entendons par ville organique, au sens formel. Mais nous désirons non seulement des formes, mais aussi des villes actives, et notre problème urbain n'est pas, excepté dans quelques cas, un problème de création nouvelle, mais une volonté de rendre un sens et un ordre aux villes existantes et de les ouvrir à de nouveaux développements. Nous devons ainsi transporter le sens organique, non seulement aux terrains de l'extension, mais aussi à ceux de l'histoire.

Comme premier principe, nous devons affirmer qu'entre les fonctions urbaines il existe un groupe, celui de résidence, artisanat, commerce populaire et une grande partie des spirituels, religieux ou culturels dont les caractéristiques sont permanentes étant donné l'existence de liens intimes avec la vie humaine, qui ne varie pas essentiellement. Ce groupe de fonctions doit être attribué à la ville ancienne. Dans le développement de la ville, les problèmes se présentent par la création de nouvelles fonctions ou par leur augmentation quantitative. Dans les deux cas, la solution ne sera pas l'aggrandissement ou la superposition de ces développements sur les anciens organismes, mais la création de nouveaux organes en décomposant ainsi les anciens en quantité et variété.

(1) Pedro Bigador. « Plan des villes » Asamblea Nacional de Arquitectos services técnicos de FET et JONS. Année de la Victoire, Madrid, 1939, page 60.

De cette manière, les vieilles villes seront actives, répondant à des missions fécondes, enrichies par le précieux sédiment de la tradition imprégné dans notre Patrie des plus hauts souvenirs de grandeur, d'héroïsme d'Empire ; ces villes ne se transformeront pas, comme le voulait l'hypocrisie semi-intellectuelle, en des musées morts de gloires passées estimés caduques, mais au contraire, selon nos volontés de tous les jours, en villes qui nous incorporeront et nous uniront dans une mission unique à travers la géographie et l'histoire.

L'évolution fonctionnelle d'organismes déterminés dont l'usage augmente ou diminue est un chapitre très important de l'urbanisme. La parfaite fermeture et l'isolement de la ville dans son ensemble et dans chacune de ses parties seront toujours nécessaires pour la régularisation de l'organisme ; on ne permettra pas la création de nouveaux quartiers ou organismes tant que ceux analogues, des enceintes existantes ne seront tout à fait terminés ; pour cela il faudra poser le besoin absolu d'une transformation des lois, contrôlant la propriété et l'expropriation et ne tolérant pas l'absurdité que de nombreux terrains vagues (munis de tous les services) restent non bâtis à cause de la liberté des propriétaires de les utiliser ou non. C'est un cas évident, l'abus de la liberté individuelle avec préjudice de l'intérêt organique de la ville » (1).

Mais si l'intervention qu'il propose consiste dans le tracé d'une série de voies représentatives et dans la nouvelle analyse des quartiers, il est important de faire ressortir qu'à aucun moment, il n'y a eu de définition de ce que devaient être les propositions de logement que doit établir le nouveau régime. Au contraire, toute une série de contradictions se produisent et face à la critique faite à l'architecture rationaliste apparaissent la création et la réalisation de grands immeubles ouverts comme tel est le cas du groupe « **Virgen del Pilar** » de Madrid ; ceci démontre jusqu'à quel point la continuité des critères de l'immeuble ouvert rationaliste se développe dans ces moments-là (2). Et si Bigador essaie de définir d'une part, et à un niveau théorique, les critères du capital, en même temps, et au travers du Conseil de la Reconstruction de Madrid, il essaie de développer une étude sur la ville ayant pour objet d'analyser la structure et le maintien des habitations.

Le Conseil de Reconstruction de Madrid, créé en avril 1939, et dépendant en fait de la DGRD, restait (au point de vue du travail) sous la tutelle d'une Commission Technique Conseillère, ne dépendant plus de la DGRD, mais de la DGA (3) c'est-à-dire, de Bigador. Le principal travail qu'il réalisa, peut se centrer sur deux aspects : d'une part, sur le développement du travail d'information que nous commentons plus haut, en réalisant une étude complète de logements et de pâtés de maisons dans laquelle étaient détaillés, entre autres, le nombre de personnes qui y vivaient, la hauteur moyenne de l'immeuble, le loyer des appartements, la profession des locataires, le nombre de personnes qui vivaient dans chaque chambre et les observations sur l'état général de l'immeuble. En ce qui concerne les pâtés de maisons on signalait entre autres aspects, le nombre d'appartements, le type d'édification, la superficie des cours intérieures, la superficie totale libre... En tout on réalisa 32 688 fiches de logements et 2 724 fiches de groupes d'immeubles et chacune d'elles à l'échelle 1/ 2 000. Mais le plus important est de voir comment ces projets ou études tendaient vers l'application, de manière nouvelle, des prémisses de Bigador sur la définition de ces quartiers et comment l'ensemble des projets de la JRM tend vers la configuration de structures nouvelles qui donnent à la ville

(1) Note 60, page 64.

(2) « **Arriba** » 11 novembre 1941 ; « **Arriba** » 9 nov. 1941. Voir F. Mayo Gayarre op. cit. page 210.

(3) « La reconstruction de l'Espagne résumée de deux années de travail ». Le ministère de l'Intérieur. Direction Générale des Régions Dévastées et Réparations. Madrid, juin 1940 - juin 1942. Il est intéressant également de voir la revue « **Reconstrucción** » n° 1 page 17 où se pose la revalorisation de la façade et l'aménagement des quartiers, signalant quels doivent être les éléments essentiels des centres et établissant une idée qui évolue quantitativement dans le sens centre-quartier-district-secteur-ville. Dans le n° 2 de la revue « **Reconstrucción** » les données théoriques du plan sont signalées et dans le n° 5 (pages 37-38) il est commenté l'ordonnance d'Ussera. Le n° 10, page 18, est essentiel pour l'étude du Conseil de reconstruction de Madrid.

une image différente, indépendamment de l'existence des éléments d'un langage rationaliste dans certaines zones de la ville, principalement les centres ouvriers et les super-pâtés de maisons (1).

Une analyse des projets réalisés par la JRM à Madrid, nous permettrait de les diviser en quatre groupes :

- a) Ordonnance d'un quartier de Madrid avec projet de création du centre civique,
- b) Tracé d'un ensemble d'habitation projetées comme quartier,
- c) Problèmes d'infrastructure et,
- d) Analyse et étude d'une (possible) réforme intérieure dans les zones périphériques.

Le premier cas est nettement représenté par l'ordonnance prétendue du quartier de Argüelles ; le deuxième par l'ordonnance du quartier de Paseo de Extramadura, l'ordonnance de Usera, de l'Immaculada, de Carabanchel Bajo. ... le troisième par les projets réalisés pour le réseau de distribution d'énergie électrique dans le quartier de El Terol, le Tercio, et en dernier, le quatrième pourrait être le projet de rue qui unirait la rue du Général Ricardos à la place d'Ortega Munilla. Ces projets tendent tous à reconfigurer une nouvelle image possible de la ville ; l'étude de Madrid nous fait voir cependant comment en réalité presque tous sont centrés dans la zone Sud-Ouest de la capitale, là où précisément Gustavo Fernandez Balbuena et son projet pour la Manzanares, en 1925, premièrement, et Lacasa, Estéban de la Mora et Colàs, en tant que membres de la technique Municipale, en 1932, ensuite avaient analysé les propositions du quartier en essayant dans une certaine mesure de donner un sens en combattant un critère ébauché dans les projets de Castro et poursuivi par Nunez de Granés.

L'alternative que nous donne la JRM est nette. Car tandis qu'il est spécifié quelle doit être la zone noble de la ville développant pour cela tout le schéma signalé par Zuazo dans son projet pour le Grand Madrid en 1931, la zone Sud-Est est maintenant condamnée à constituer les anneaux industriels et, pour marquer plus clairement l'indépendance du centre vis-à-vis des faubourgs, on

(1) Le travail réalisé par le Conseil de Reconstruction de Madrid fut le suivant :

INFORMATION GÉNÉRALE :

Fiches de logement : 32 688. Fiches de pâtés de maisons : 2 724. Ces fiches comprennent les renseignements suivants : *Fiche de logements* (Modèle A). - Nom de la rue, nombre d'appartements, nombre de pièces (extérieures et intérieures), nom du propriétaire, situation de la loge du gardien et nombre de personnes qui y vivent, hauteur moyenne de la maison, rapport des appartements, professions des locataires, nombre de personnes qui vivent dans chaque logement, observations sur l'état général de l'édifice. *Fiche de pâté de maisons* (B). - Commune municipale, district, quartier, centre, rues qui le limitent, numéros des parcelles, superficie totale, numéros des terrains, superficie totale des terrains. Renseignements pour chaque édification : nombre d'appartements, classe de l'édification, superficie des cours intérieures, superficie des jardins, superficie total libre, renseignement sur la zone plantée d'arbres. Habitabilité : nombre d'habitants, densité, nombre de logements intérieurs, nombre de logements extérieurs, nombre de logements compris entre 0 et 50 pesètes, entre 50 et 100 et 200, entre 200 et 500, Valorisation : valeur du sol selon l'indice des édifications par M², Observations générales. Croquis à l'échelle 1/2 000.

INFORMATION INDUSTRIELLE

Fiche de pâté de maisons (C). - Classe d'industrie, classification, rue et numéro, raison sociale, nombre d'étages de l'édifice, superficie occupée, superficie édifiée, sur le premier, deuxième et troisième étage, force en C. V. classe et nombre de machines, nombre et taille des fours, chaudières, etc. ... nombre d'ouvriers en 1936, et dans l'actualité. Croquis à l'échelle 1/2 000. *Fiche de polygone* (D). - classifiant par groupe les industries. Nombre d'ouvriers en 1936 et 1940, C. V., superficie édifiée, superficie d'atelier, ouvrier par C. V., classification de l'industrie. Résumés partiels selon la classe d'industrie, nombre d'ouvriers en 1936 et 1940, pour C. V. Qualification urbaine : industries de zone, entrepôt, centre, pâté de maison, logement, situation de l'industrie, bonne, régulière, mauvaise. Résumé général : nombre total d'industries de zone, entrepôt, centre, pâté de maisons avec superficie édifiée, totale, nombre d'ouvriers et situation bonne, régulière, ou mauvaise. Fiche de pâté de maison : 8 350.

LEVÉ DE PLANS

A échelle 1/2 000

Zone NE de la commune de Madrid (Canillas)	1 015 ha.
Zone SE de la commune de Madrid (Villarverde)	1 820 ha.
Total	143,5 ha.

PROJETS RÉALISÉS

Ordonnance du quartier de Argüelles. Ordonnance des communes de Aravaca et Pozuelo de Alarcón. Ordonnance du quartier du Paseo de Extramadura. Eclairage électrique **provisionnel** du quartier du Paseo de Extramadura. Chaussée Sud du quartier de Extramadura. Agrandissement du réseau de distribution des eaux du Canal Isabel II dans le quartier de Extramadura. Logements unifamiliaux situés dans la rue Meridional du quartier du Paseo de Extramadura. Rue diagonale du Quartier de Extramadura. Assainissement de la nouvelle urbanisation du Paseo de Extramadura. Agrandissement du réseau de distribution des eaux du Canal Isabel II du Quartier du Paseo de Extramadura (Zone de logements unifamiliaux). Assainissement de la nouvelle urbanisation du Paseo de Extramadura. Rues secondaires du Quartier du Paseo de Extramadura. Réforme de déviation à la route nationale de Madrid au Portugal par Badajoz par la traversée du quartier appelé Carretera de Extramadura. Logements dans la place du centre numéro 2 du Quartier de Paseo de Extramadura, 191. Ordonnance de l'édification depuis le pont de Tolède à Carabanchel Bajo, Rue d'union entre celle du Général Ricardos et la place de Ortega Munilla et déviation à la route de Tolède. Réseau de distribution d'énergie électrique le quartier entre ceux de Terol et du Tercio (Carabanchel Bajo). Reboisement de Carabanchel Bajo. Zone d'étables à vaches à Carabanchel Bajo. Ordonnance des Quartiers de l'Immaculada et Usera. Ordonnance de la zone de bienfaisance du Quartier de Usera. Assainissement, égout et arrosage de la zone de bienfaisance du Quartier de Usera. Réseau de distribution des eaux dans la zone de bienfaisance du quartier de Usera. Voie principale du Quartier de Usera. Chapelle avec crypte pour les martyrs de Usera. Ordonnance de Villarverde. Approvisionnement en eau de Villarverde. Ordonnance de la zone industrielle du Quartier de las Delicias. Assainissement de zone industrielle de Embajadores. Nouvel accès à la route de Madrid en France par la Junquera (Prolongation de la calle de Maná de Molina) Passage élevé de la calle de Arturo Soria (Ciudad Lineal) dans le nouvel accès de Madrid à Cáceres par la Junquera (Prolongation de la rue de Molina) Passage inférieur de la Gran Vía del Abroñigal dans le nouvel accès de la route de Madrid en France par la Junquera. Tronçon nord de la Ceinture de Madrid, Accès au nouveau stade sportif de la Casa de Campo.

projette une étrange silhouette sur la Manzanares (1) qui dans un certain sens couronne la ville.

Comme nous l'avons insinué auparavant, la première surprise est la rupture avec une tradition rationaliste : tandis que la ville ne prétend pas apparemment à une intervention de réforme intérieure, elle se dégage pourtant dans un centre officiel et une série de quartiers, plus ou moins indépendants quant à leur vie dans la cité. C'est comme si, courant après le temps, la proposition de Bigador était parallèle à celle de Hegeman quand celui-ci définissait le « **Grand Berlin** » dans le sens de la création d'une ville définie par l'annexion de toute une série de municipalités liées à un pouvoir central. En variant d'échelle, la proposition de Bigador est identique dans le sens qu'elle signale la possibilité de poser la reconstruction comme un nouveau modelage - et non remodelage - d'une ville pour lui exemplaire. Le changement qu'il prétend effectuer dans le quartier de Argüelles indique par exemple comment la transformation de la ville ne se comprend plus au sens du développement constant, mais au contraire au sens de « fermeture » de ville, en définissant dans ses alentours des centres industriels et en divisant les quartiers en organismes plus ou moins autonomes.

Mais celle-ci n'est pas la seule idée que Bigador retient de l'urbanisme allemand. En comprenant et en acceptant le sens du plan Zuazo qui fixe les règles du développement de la ville, l'image du concours de la « **Unter der Linden** » de Berlin flotte dans le projet d'agrandissement de la Castellana et la connaissance du rapport que rédigea Paul Bonatz, membre du Jury du Concours International de Madrid en 1929.

(1) Pedro Muguruza. « *Elargissement de Madrid* ». « **Informaciones** », 22 juin 44 ; Journal « **Madrid** » 22 mai 1944. « *Canalisation du Manzanares* » ; C. Muñoz Laborde et M. Alvarez Núñez. « *De la passerelle de la mort au pont du Généralisme. Comment s'est maintenu le passage de la Cité Universitaire* » n° extraordinaire dédié à la Cruzada Española 1936-39, pages 58-64. R. O. P. ; Jésus Iribas. « *Le futur Madrid* » Conférence, année XCII, n° 2 748, 1^{er} avril, 1944, page 222. R. O. P. ; Jésus Iribas. « *Plan d'urbanisation de Madrid* ». Année XCI, n° 2 744, 1^{er} fév. 1943, pages 553-557. R. O. P. ; Jésus Iribas. « *Plan d'urbanisation de Madrid* » année XCI, n° 2 743, 1^{er} nov. 1943, pages 496-499. R. O. P. ; J. Iribas. « *Plan d'urbanisation de Madrid* ». Année XCII, n° 2 796, 1^{er} fév. 1944, pages 66-71. R. O. P. ; Juan Arespacochaga. « *urbanisme Souterrain* » Projet d'une avenue inférieure à l'actuelle José Antonio Année XCVI, n° 2 797, mai 1948, pages 215-23. R. O. P. ; Martín Bassols Coma. « *Genèse et évolution du droit urbanistique espagnol (1812-1956)* Madrid, 1973. P. Muguruza. « *Idées Générales sur l'ordonnance et la reconstruction nationale* » **Asamblea Nacional de Arquitectos** Services Techniques de FET et des JONS, Année de la Victoire, Madrid, 1939, pages 3-13 ; J. Moreno Torres. « *La reconstruction urbaine en Espagne* ». Madrid, 1945 ; « *Idées générales sur le plan national d'ordonnance reconstruction* ». Madrid, Services Techniques de FET et des JONS. Section de l'Architecture, 1939 ; Diego de Reina. « *Essais sur les directrices architectoniques d'un style impérial* » Madrid, 1944 ; J. Paz Maroto. « *Les travaux publics et l'urbanisme* » **Revista de Obras Publicas** nov. 1948, page 475-483 ; « *L'édification dans Madrid* », 1944-48, **Grand Madrid** n° 6, 1949, page 45 ; Luis Pérez Minguez. « *Madrid, Capitale Impériale* **Asamblea Nacional de Arquitectos**. Services Techniques de FET et des JONS. Année de la Victoire, Madrid, 1939, pages 73-83 ; Antonio Palacios Ramilo. « *Face à une architecture Moderne* » Discours à l'Institut d'Espagne. Madrid, 1945 ; « *Une halte dans l'avenue de Calvo Sotol (Recoletos) et les correspondances ferroviaires de Madrid* » Année 19 C. Sambricio. « *Idéologies et réformes urbaines. Madrid 1920-1940* » **Arquitectura** n° 198. Janv.-Fév. 1976, pages 65-76 ; Daniel Sueiro. « *La vraie histoire de la Valle de los Caídos* », Madrid, 1976 ; A. Alcaer et Ribacola. « *Présent et futur de Madrid* » (Balance d'un rôle municipal) « **Conferencia en la real sociedad economica matritense de amigos del país**. Madrid, 1940 ; Pedro Muguruza « *Le Futur Madrid* ». Conférence à l'IEAL. Madrid 1945 ; Pedro Bigador « *L'Organisation de Madrid : structure urbaine et planification* ». Conférence à l'IEAL. « *Le futur Madrid* » pages 31-51. Madrid, 1945 ; J. Paz Maroto. « *Les travaux sanitaires dans le futur Madrid* ». Conférence dans le IEAL. « **Le futur Madrid** » pages 55-76. Madrid, 1945 ; A. Rodríguez Jimeno. « *Madrid et la colonisation* ». Conférence à l'IEAL. « **Le futur Madrid** » pages 143-164. Madrid, 1945 ; G. Valentin Gamazo. « *Le problème Madrid* » pages 185-197 ; Enrique Orduña Rebollo « *Problématique Urbanistique de Madrid. Essai d'une bibliographie* » **Ciudad y Territorio** 2-3-76, pages 208-213 ; Alberto de Alcocer. « *Le futur Madrid. Plan général d'ordonnance, reconstruction et extension de Madrid* ». Madrid. Arts graphiques Municipaux, 1939 ; J. R. Alfaro. « *Quarante années d'urbanisme madrilène* » Mai 1968, n° 107, pages 16-18. Melchor Almagro San Martín. « *Nouvelles méthodes d'urbanisme* ». Dom. 4-7-1943 ; Wenceslao Aygals de Izco. « *Anteprojet d'expansion de la capitale* », approuvé le 23 juin 1941. Madrid, 1941, 22 pages 4° ; C. Cort et Mariano García Cortés « *Communication de la Fédération de l'urbanisme et du logement. l'écologie de la population rurale* ». Madrid, 1946, 16 pages. 4° ; Mariano García Cortés. « *Le grand Madrid en voies de constitution* » Madrid, **REVL**, n° 9, 1943, pages 376-386 ; Mariano García Cortés. « *Le problème des agglomérations urbaines. Renseignements sur l'exposé de Madrid* ». Madrid **REVL** n° 8, 1943, pages 255-263 ; « *La canalisation du Manzanares et l'urbanisation de ses rives* ». Madrid, 1948, 44 pages 12 lam. 1 plan, 8°.